NOUVELLE REVUE
THÉOLOGIQUE

109 N° 2 1987

# L'Encyclique *Populorum progressio* vingt ans après

René COSTE

p. 161 - 181

https://www.nrt.be/fr/articles/l-encyclique-populorum-progressio-vingt-ans-apres-90

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2024

# L'Encyclique «Populorum progressio» vingt ans après*

Au moment de la parution de l'Encyclique *Populorum progressio* François Perroux en publia un commentaire sous le titre *L'Encyclique de la Résurrection.* Il le commençait ainsi: «La lettre encyclique *Populorum progressio* donnée en la fête de Pâques, le 26 mars 1967, propose un programme d'action exempt de toute ambiguïté; elle scelle avec une force souveraine l'alliance d'universalismes qui se sont historiquement engendrés: celui du Décalogue, celui de l'Évangile et celui de la Déclaration des Droits.» Il poursuivait: «L'Encyclique rappelle aux Occidentaux qu'ils sont homicides par omission, inattention et satisfaction de soi.» Et il ajoutait carrément: «La lettre encyclique que nous saluons est l'un des plus grands textes de l'histoire de l'humanité; il rayonne d'une sorte d'évidence rationnelle, morale et religieuse. Il dénonce sans ménagement l'échec actuel des économies, des sociétés et des civilisations considérées à l'échelle de la planète. Il désigne le choix redoutable et nécessaire: les Occidentaux doivent inventer des institutions et des conduites qui ne soient plus en directe contradiction avec les principes qu'ils invoquent[1].»

Le grand économiste n'aurait-il pas rédigé son vibrant commentaire sous le coup de l'émotion? Comment ne pas ressentir un grand bonheur à voir consacrées dans l'Encyclique (dans la préparation de laquelle le Père Lebret, son disciple et ami, avait joué un rôle décisif) certaines des idées essentielles brillamment exprimées en divers travaux et notamment dans un ouvrage admirable: *L'économie du XX^e siècle*[2]? Serait-il aussi enthousiaste maintenant?

---

*Nous sommes particulièrement reconnaissants à l'auteur de donner cet article à la *NRT* au moment où paraît le document de la Commission pontificale Justice et Paix: *Au service de la communauté humaine: une approche éthique de l'endettement international.*

1. ***Le pain et la parole*, Paris, Cerf, 1969, p. 281-283.**
2. **Paris, PUF, 1961.**

**On peut évidemment se poser ces questions. Nous dirons tout** de suite que les raisons de cet enthousiasme sont objectives et conservent toute leur valeur.

Notre ambition, dans le sillage de ce maître éminent de la science économique, est de tenter une relecture de *Populorum progressio* vingt ans après. Reprenant l'essentiel de son message et de sa démarche, nous nous demanderons dans quelle mesure il reste pertinent aujourd'hui encore. Éventuellement, nous formulerons quelques propositions nouvelles, qui restent d'ailleurs dans sa perspective. Notre entreprise procédera en quatre étapes: I. *Développement intégral et recherche d'un humanisme nouveau.* - II. *Développement et libération.* - III. *Directives pratiques.* - IV. *Et maintenant?*

## I. - Développement intégral et recherche d'un humanisme nouveau

Le début de l'Encyclique nous situe aussitôt dans une *perspective planétaire.* «Aujourd'hui, le fait majeur dont chacun doit prendre conscience est que la question sociale est devenue mondiale» (3). Cela va de soi, dira-t-on! Est-ce sûr? L'ensemble des hommes politiques et des citoyens ont-ils vraiment compris que nos grands problèmes de société sont tous désormais des problèmes mondiaux et qu'ils ne peuvent se résoudre que par une concertation et une coopération universelles? Les plus hautes instances de l'Église se sont efforcées de le faire comprendre dès l'époque de Pie XII. Les grandes encycliques sociales de Jean XXIII et la Constitution conciliaire *Gaudium et spes* s'y sont employées avec éclat. Par son accent impressionnant sur la dimension nécessairement solidaire et universelle d'un authentique développement, *Populorum progressio* a encore renforcé leur enseignement à ce sujet. Les travaux suggestifs du Club de Rome sur *la problématique mondiale* ne viendront que plus tard, dans les années 70. Il fallait d'emblée souligner cette particularité de l'enseignement social de l'Église contemporaine, généralement trop peu perçue, qui tient justement à son catholicisme, à sa préoccupation constante de l'évangélisation du monde entier. Il est capital d'aider nos contemporains à découvrir la dimension devenue planétaire — et certainement pour toujours — de leurs grands problèmes de société. *Populorum progressio* est l'un des textes les plus percutants et les plus mobilisateurs qui puissent favoriser une telle prise de conscience.

Le problème du *développement* (thème spécifique de l'Encyclique) est immédiatement posé dans cette perspective mondiale et

dans toute sa vérité humaine et chrétienne (1). Il s'agit de «développement des peuples»; de «mise en valeur plus active de leurs qualités humaines», et non pas d'abord de croissance économique, bien que celle-ci ne puisse être oubliée. Nous sommes dans le monde des hommes et non des choses. Les peuples occupent le centre de la perspective, et donc les personnes humaines, mais perçues dans leurs solidarités fondamentales, et notamment à travers celles qui les constituent en un peuple donné. Il ne s'agit pas seulement des peuples dits sous-développés, en particulier ceux de la misère et de la faim. Même quand ils seront au cœur de la perspective, l'horizon global restera celui de l'ensemble des peuples, même du monde industriel. Eux aussi doivent se considérer comme en voie de développement. Eux aussi — même s'ils ne s'en rendent pas compte et même si, en raison de leurs richesses et de leur savoir scientifico-technologique, ils se croient des peuples supérieurs — ont besoin d'une croissance d'humanité. Si l'Église aborde ce problème, c'est pour se «mettre au service des hommes» d'une façon désintéressée. Comme déjà la Constitution *Gaudium et spes* l'avait expliqué et comme le rediront avec force des documents ultérieurs (*Octogesima adveniens, Evangelii nuntiandi* et le document sur *La justice dans le monde* du Synode des évêques de 1971), elle le fait au nom même de sa mission d'évangélisation, comme une «prise de conscience renouvelée des exigences du message évangélique». On repère là une des caractéristiques essentielles de l'esprit et de la dynamique de Vatican II par rapport à l'ensemble des problèmes de la vie en société. S'agissant du problème du développement, l'Église veut aider nos contemporains à en comprendre à la fois «toutes les dimensions» et la gravité, et «les convaincre de l'urgence d'une action solidaire en ce tournant décisif de l'histoire de l'humanité». Par rapport à lui comme par rapport aux autres problèmes de la vie en société, elle assumera donc non seulement une fonction critique et prospective, mais aussi une fonction mobilisatrice d'énergie en vue de promouvoir les changements nécessaires. On devra même parler de fonction prophétique, parce que c'est, en définitive, au nom de la Parole de Dieu qu'elle s'adresse aux hommes de notre temps.

Jean XXIII l'avait déjà dit: le problème du tiers monde est désormais le problème dominant pour l'humanité contemporaine: aussi bien pour le Nord industriel que pour le Sud sous-développé lui-même. Willy Brandt le déclarera ultérieurement au nom de la commission qu'il présidait:

> Quand nous avons procédé à l'examen de nos conclusions, nous avons éprouvé plus fortement encore le sentiment que la révision des relations entre le Nord et le Sud à l'échelon mondial était devenue une obligation décisive pour l'avenir de l'humanité. C'est une tâche aussi importante que la lutte engagée contre la course aux armements et nous avons estimé qu'elle était le plus grand défi lancé à l'humanité d'ici à la fin de ce siècle[3].

*Populorum progressio* s'exprime avec émotion: «Les peuples de la faim interpellent aujourd'hui de façon dramatique les peuples de l'opulence. L'Église tressaille devant ce cri d'angoisse et appelle chacun à répondre avec amour à l'appel de son frère» (3). Cri du cœur déchiré par la détresse des peuples affamés, réponse ardente à leur souffrance silencieuse, c'est un appel pressant pour se mobiliser en leur faveur. L'Église de Vatican II s'est voulue l'Église des pauvres; *Populorum progressio* est l'un des jalons les plus marquants de son choix prioritaire en leur faveur dans ce qu'il a de plus vaste, de plus fraternel, de plus généreux et de plus lucide. Sans aucune exclusive et en sachant bien que son engagement peut la conduire très loin, l'Église contemporaine se veut «l'avocat des peuples pauvres» (4). Non par démagogie mais par réaction fraternelle et, essentiellement, en vertu d'une exigence de sa foi.

Quelle action va-t-elle préconiser en leur faveur? Une aide immédiate à l'égard des affamés et d'autres mesures pratiques? Certes. L'Encyclique, nous le verrons, formulera un certain nombre de directives concrètes. Cependant l'essentiel de son message n'est pas là; il se trouve à un niveau bien plus profond. Elle veut adresser au monde contemporain un «appel solennel à une action concertée pour le développement intégral de l'homme et le développement solidaire de l'humanité» (4). Avec une étonnante simplicité, elle expliquera plus loin que, «pour être authentique», le développement «doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme» (14). Plus loin encore, elle affirmera que «c'est un humanisme plénier qu'il faut promouvoir», c'est-à-dire un humanisme ouvert aux valeurs de l'esprit et à Dieu, leur source. Pas d'humanisme vrai qui ne soit ouvert à l'Absolu, dans la connaissance d'une vocation qui donne l'idée vraie de la vie humaine (42). Perspective chrétienne, sans doute, mais l'Église peut-elle renoncer à sa conviction que, par grâce, elle détient les clefs

3. *Nord-Sud: un programme de survie* (Rapport de la Commission indépendante sur les problèmes de développement international, sous la présidence de Willy Brandt), Paris, Gallimard, 1980, p. 15.

de l'humanisme plénier (à la fois l'humanisme fondamental qui concerne toute créature humaine et l'humanisme transcendant en Jésus-Christ)? N'est-elle pas «experte en humanité»? «Communiant aux meilleures aspirations des hommes et souffrant de les voir insatisfaits, elle désire les aider à atteindre leur plein épanouissement, et c'est pourquoi elle leur propose ce qu'elle possède en propre, une vision globale de l'homme et de l'humanité» (13). On le sait: c'était déjà la démarche de *Gaudium et spes*. Ce sera aussi éminemment celle de Jean-Paul II, dans *Redemptor hominis, Laborem exercens* et même dans l'ensemble de son enseignement, notamment en ce qui concerne la sexualité et la famille.

De la sorte, le développement apparaît comme un problème de *qualité d'humanité*: «faire, connaître et avoir plus, pour être plus», alors qu'un grand nombre d'êtres humains sont condamnés à vivre dans des conditions qui rendent illusoire ce désir légitime (6). Il s'agit ici de *croissance d'humanité*, de *promotion humaine*. Ne s'en rend-on pas davantage compte aujourd'hui par l'expérience même des pays industriels?

> Le modèle de développement classique à haut degré d'accumulation de capital et à forte productivité est en crise. Les pays riches occidentaux ont vu croître leur population de 235 millions en 25 ans, sans que le modèle économique ait permis d'accueillir les demandeurs d'emploi parmi ces 235 millions. Il y a aujourd'hui une trentaine de millions de chômeurs et, sans doute, bien davantage si l'on ajoute les emplois précaires et aléatoires[4].

Bien que souhaitable dans la mesure du possible, la croissance économique ne se situe pas au cœur de la problématique du développement. Il faut la penser dans tout un ensemble de promotion culturelle et éthique des personnes et des peuples, en visant la primauté de l'être sur l'avoir, ainsi que la promotion des valeurs de solidarité, de générosité, de dialogue. La cupidité et l'avarice doivent être durement stigmatisées: «L'avarice des personnes, des familles et des nations peut gagner les moins pourvus comme les plus riches et susciter chez les uns et les autres un matérialisme étouffant» (18). Et encore: «La recherche exclusive de l'avoir fait dès lors obstacle à la croissance de l'être et s'oppose à sa véritable grandeur: pour les nations comme pour les personnes, l'avarice est la forme la plus évidente du sous-développement moral» (19). Ne le constatons-nous pas tous les jours,

4. COMMISSION FRANÇAISE «JUSTICE ET PAIX», *Coopérer au développement aujourd'hui*, Paris, Centurion, 1986, p. 31.

autour de nous, au sein de la société occidentale? Chrétiens, ne risquons-nous pas de nous laisser profondément contaminer?

Dans un monde en mutation profonde et accélérée, une authentique croissance d'humanité appelle elle-même une telle mutation. Pour l'Encyclique, elle requiert «la recherche d'un humanisme nouveau, qui permette à l'homme moderne de se retrouver lui-même, en assumant les valeurs supérieures d'amour, d'amitié, de prière et de contemplation» (20). Nous sommes à l'opposé des humanismes de la société industrielle (de type libéral ou marxiste-léniniste), qui déferlent actuellement sur le tiers monde. En dépit de leurs différences, ils sont marqués par la primauté qu'ils accordent à l'avoir et à la puissance. Avec eux, la primauté de l'être ne compte pas; ils enferment l'homme dans son horizon terrestre. Ne faut-il pas impérativement, au sein de la mutation du monde et comme axe même d'un développement authentique, contribuer à l'avènement d'un autre type d'humanisme, où la solidarité interhumaine et l'ouverture sur Dieu joueront un rôle essentiel?

Concevoir le développement comme croissance d'humanité, c'est primordial mais insuffisant. Ontologiquement (en raison de l'unité de l'espèce humaine) et sociologiquement (par suite de la planétarisation désormais réalisée des relations interhumaines), il faut aussi l'envisager au niveau mondial. «Le développement intégral de l'homme ne peut aller sans le développement solidaire de l'humanité» (43). Le développement authentique doit être conçu comme solidaire. C'est évident pour les peuples de la misère et de la faim; pourront-ils les vaincre sans un comportement autre et solidaire des peuples riches? C'est vrai aussi des peuples riches eux-mêmes. Hommes de ces pays et qui détenons peut-être un très haut niveau de savoir scientifique et technologique, nous avons besoin, pour notre propre croissance d'humanité, que se réalisent les potentialités d'humanité des peuples de la misère et de la faim. Se fermer sur soi-même engendrerait culturellement et éthiquement un terrible appauvrissement. La réalité première ne peut être ni la classe sociale ni l'appartenance ethnique, ni toute autre solidarité fragmentaire, mais l'humanité elle-même. C'est pour cela notamment que le principe de la destination universelle des biens, heureusement remis en honneur depuis Pie XII dans le discours social de l'Église contemporaine, l'Encyclique le présente comme le principe de base de toute la vie économique: «Tous les autres droits, quels qu'ils soient, y compris ceux de propriété et de

libre commerce, y sont subordonnés; ils n'en doivent donc pas entraver mais bien au contraire faciliter la réalisation, et c'est un devoir social grave et urgent de les ramener à leur finalité première» (22). De la sorte l'humanité entière est invitée à accepter de bon cœur la solidarité de fait qui est déjà la sienne, à la vouloir délibérément et à l'aménager en se concertant et en s'organisant, afin d'aboutir à un processus solidaire d'authentique développement comme croissance primordiale dans l'être. Un objectif final lui est proposé:

> construire un monde où tout homme, sans exception de race, de religion, de nationalité, puisse vivre une vie pleinement humaine, affranchie des servitudes qui lui viennent des hommes et d'une nature insuffisamment maîtrisée; un monde où la liberté ne soit pas un vain mot et où le pauvre Lazare puisse s'asseoir à la même table que le riche (47).

Mesurons-nous la formidable puissance de contestation de la réalité actuelle et de mobilisation pour un monde nouveau qu'implique un tel objectif? Nous comprendrons alors la conclusion de Fr. Perroux:

> La doctrine du développement contenue dans l'Encyclique ouvre donc des perspectives nouvelles aux exhortations d'une Église qui a célébré sa première Pentecôte bien avant le siècle des Lumières et les obscures clartés qui tombent d'A. Smith ou de Karl Marx[5].

On ne le répétera jamais assez: *l'authentique développement est d'abord une croissance dans l'être* (et non pas, d'abord, croissance économique, bien que sa dimension économique soit fondamentale); multidimensionnel par essence, il appelle aussi *une volonté et un effort effectif de solidarité universelle. Populorum progressio* a exprimé ces exigences d'une façon percutante et substantiellement définitive, encore qu'elle appelle des approfondissements à tous les niveaux et des concrétisations. A ce message essentiel, son grand titre de gloire, il faudra toujours revenir; il est indépassable. Pour la période présente de l'histoire — et sans doute encore pour un long avenir — il est capital de l'étudier à fond et de le répercuter de toutes les façons. En posant de cette manière le problème du développement, l'Encyclique en a fourni les clefs premières.

Cette manière de poser le problème, remarquons-le, est radicalement critique par rapport aux idéologies et à tant de comportements contemporains. Le libéralisme, quand il sombre dans le mythe de

5. *Le pain et la parole*, p. 290.

la concurrence, comme il en a trop la tentation, se voit mis en cause à plusieurs reprises (58, 59, 60). De même le marxisme-léninisme (11, 38), le nationalisme (62), le racisme (63), le matérialisme pratique (41), obstacles principaux à l'authentique développement. Il appartient à l'Église de les dénoncer sans se lasser, avec courage et lucidité. Dans l'esprit de l'Encyclique, il est essentiel de montrer qu'ils comportent tous de graves déficiences d'humanité.

Les perspectives de *Populorum progressio* ne seraient-elles pas trop optimistes? Actuellement (pensons, par exemple, à l'enseignement de Jean-Paul II), on soulignerait certainement davantage les difficultés. L'Encyclique se situe encore dans l'ambiance optimiste de Vatican II, avant les graves événements de la fin des années 60 et du début des années 70. Mais il ne s'agissait en aucune façon d'un optimisme naïf, qui se dissimulerait les difficultés, mais d'un optimisme pédagogique, mobilisateur, pourrait-on dire. Actuellement, face à la crise, le monde industriel se replie sur lui-même. Chaque pays cherche à garder ses propres avantages dans la guerre économique. La promotion de la solidarité internationale n'a pas bonne presse, à moins qu'elle ne soit un masque qui permette de pousser ses pions. Courageusement l'Église doit s'efforcer de dénoncer une attitude égoïste et à courte vue. Car, nous l'avons signalé, nos grands problèmes de société sont des problèmes mondiaux et ne se résoudront qu'avec la concertation et la coopération de tous. Dans un monde en crise, il nous incombe plus que jamais de prêcher le développement solidaire.

En ce qui concerne notre monde en mutation, le grand défi posé à nos contemporains ne serait-il pas «la recherche d'un humanisme nouveau», dont parle l'Encyclique, un humanisme où, en dépit de légitimes différences, puissent se rencontrer tous les hommes de bonne volonté (chrétiens ou non chrétiens, croyants et non croyants) à quelque continent ou culture qu'ils appartiennent? Perspective difficile, mais à la fois essentielle et urgente dans un monde désormais totalement interdépendant, et tâche capitale pour l'Église dans l'accomplissement même de sa mission d'évangélisation.

## II. - Développement et libération

Pour *Populorum progressio*, en conséquence logique de son anthropologie et de sa conception du développement, s'affirme le principe essentiel que les peuples eux-mêmes doivent en être les premiers res-

ponsables et les premiers acteurs: «Ouvriers de leur propre développement, les peuples en sont les premiers responsables» (77). Par conséquent, loin de mettre obstacle à l'exercice effectif de cette responsabilité première, les pays industriels doivent encore l'encourager: «La solidarité mondiale, toujours plus efficiente, doit permettre à tous les peuples de devenir eux-mêmes les artisans de leur destin» (65). Il s'agit pour chaque peuple de prendre en compte librement ses propres potentialités (culturelles, éthiques, économiques) et ses aspirations, de penser à partir d'elles un développement qui y corresponde et d'en conduire d'une façon autonome la réalisation. C'est le principe du développement endogène; déjà le Concile en avait pour ainsi dire rédigé la charte déontologique:

> Les nations en voie de développement auront très à cœur d'assigner pour fin au progrès le plein épanouissement humain de leurs propres citoyens, et cela d'une manière explicite et non équivoque. Elles se souviendront que le progrès prend sa source et son dynamisme avant tout dans le travail et le savoir-faire des pays eux-mêmes; car il doit s'appuyer non pas sur les seuls secours étrangers, mais en tout premier lieu sur la pleine mise en œuvre des ressources de ces pays ainsi que sur leur culture et leurs traditions propres. En cette matière, ceux qui exercent la plus grande influence sur les autres doivent donner l'exemple[6].

Nous le verrons: les directives pratiques de l'Encyclique concernant les pays sous-développés ont toutes pour but de concrétiser cette orientation.

On n'insistera jamais assez sur *le principe primordial du développement endogène* (qu'on pourrait appeler aussi bien celui de la *self-reliance,* étant bien entendu qu'il ne peut s'agir légitimement de repliement sur soi). Il faut que les pays sous-développés refusent délibérément toute imitation servile du développement des pays industriels et que ceux-ci renoncent à leur imposer leurs propres conceptions.

> L'idée que le tiers monde peut et doit se développer comme les pays qui passent pour l'être est parfaitement absurde. L'idée qu'on peut et doit l'y aider est parfaitement absurde. Mais ces deux idées sont profondément enracinées dans l'opinion. En effet, elles font désormais partie de l'idéologie propre à la société occidentale, idéologie qui comporte beaucoup d'idées fausses et de croyances non fondées, toutes indispensables à la justification de cette société et à la légitimité de ses entreprises[7].

6. *Gaudium et spes,* 86, 2.

7. F. PARTANT, *La fin du développement, naissance d'une alternative?,* Paris, La **Découverte/Maspero, 1982, p. 11.**

A l'échelle du monde, le développement à la façon de l'Europe et de l'Amérique du Nord est matériellement impossible et culturellement il serait un gâchis, car il entraînerait la disparition de civilisations entières et risquerait de conduire à un matérialisme pratique (ou «économisme», suivant le vocabulaire de l'Encyclique *Laborem exercens*) généralisé. En dépit d'inévitables contraintes, chaque pays sous-développé doit inventer sa propre pratique économique, en fonction de ses potentialités spécifiques: «Produire autrement d'autres valeurs d'usage, dans un monde éclaté, où chaque société redéfinit ses besoins en fonction de son milieu et de sa culture propres, c'est là aujourd'hui une simple vue de l'esprit. Mais cela peut aussi apparaître demain comme la seule politique de sortie de crise.[8]» Il faut donc faire preuve de créativité culturelle:

> Le développement doit cesser d'être un processus technico-économique indépendant des choix socio-politiques et culturels propres à chaque société. La question n'est pas de savoir si toutes les sociétés sont identiquement prospères (ce qui présupposerait qu'elles optent pour les mêmes priorités, donc qu'elle font les mêmes choix culturels), mais comment toutes doivent s'organiser pour constituer des entités homogènes (ou justes, en fonction de leur système de valeurs), de sorte que chacune d'elles puisse maîtriser les conditions de sa propre reproduction, donc celle de son capital productif et celle de son milieu physique, sans compromettre la reproduction d'autres sociétés[9].

Concrètement, le développement endogène suppose une *condition fondamentale de libération,* à la fois par rapport à la dépendance politico-économique internationale et aux forces conservatrices autochtones, incapables d'accepter les mutations nécessaires. Cette problématique n'est pas absente de l'Encyclique, bien qu'elle se contente de l'esquisser. Elle évoque en effet «les structures oppressives, qu'elles proviennent des abus de la possession ou des abus de pouvoir, de l'exploitation des travailleurs ou de l'injustice des transactions» (21). Comme nous l'avons déjà vu, elle demande que l'on construise un monde où tout homme «puisse vivre une vie pleinement humaine, affranchie des servitudes qui lui viennent des hommes et d'une nature insuffisamment maîtrisée» (47). Elle va même jusqu'à dire que la dépendance peut être la cause d'injustices épouvantables:

8. *Op. cit.*, p. 97.

> Il est certes des situations dont l'injustice crie vers le ciel. Quand des populations entières, dépourvues du nécessaire, vivent dans une dépendance telle qu'elle leur interdit toute initiative et responsabilité, toute possibilité aussi de promotion culturelle et de participation à la vie sociale et politique, grande est la tentation de repousser par la violence de telles injures à la dignité humaine (30).

Parler d'oppression et d'exploitation, parler de libération, c'est nécessairement poser le *problème de la violence*. L'Encyclique ne s'y dérobe pas. Pour elle, il y a une urgence de réformes fondamentales, bien qu'elles ne s'improvisent pas (29). Face à l'accumulation et à la gravité des injustices, la tentation de la violence se comprend (30). Cependant l'insurrection révolutionnaire ne représente en aucune façon une panacée (31): Paul VI, avec cette directive, voulait incontestablement réagir contre la mystique révolutionnaire, d'inspiration marxiste, qui se diffusait alors un peu partout (surtout en Europe et en Amérique Latine) et à laquelle succombaient trop de chrétiens et même des théologiens. Il n'en restait pas moins qu'à ses yeux un authentique développement appelait en bien des endroits des réformes de fond et urgentes: «Qu'on nous entende bien: la situation présente doit être affrontée courageusement et les injustices qu'elle comporte combattues et vaincues. Le développement exige des transformations audacieuses, profondément novatrices. Des réformes urgentes doivent être entreprises sans retard» (32).

Sans aucun doute cette problématique, à peine esquissée, de la libération et de la violence appelait un approfondissement. On le trouve dans d'importants documents ultérieurs, le texte sur *La justice dans le monde* du Synode des évêques de 1971 ainsi que, en réaction aux débats provoqués par la théologie de la libération, les deux Instructions de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi: *Sur quelques aspects de la théologie de la libération* (1984) et *Sur la liberté chrétienne et la libération* (1986). On pensera aussi à de nombreuses prises de position de Jean-Paul II, notamment à son vigoureux discours de Drogheda sur le problème irlandais, où il a abordé de front celui de la violence. Sur le point qui nous occupe en ce moment, le grand mérite de Paul VI est d'avoir grandement contribué à ouvrir les yeux du monde chrétien sur l'exigence de principe (qui n'exclut pas en soi la légitime défense) et les remarquables potentialités de la non-violence collective. Comme le Cardinal Cicognani l'écrivait en son nom, le 30 juin 1968, au président des Semaines sociales de France, précisément en se référant à *Populorum progressio*: «Il faut l'affirmer

aujourd'hui sans équivoque: la révolution de l'Évangile n'est pas celle de la force et de la violence païenne, mais celle de l'amour, à l'exemple et à la suite du Christ.[10]» C'est là une orientation essentielle pour l'avenir de l'Église et de l'humanité. Un grand effort à la fois intellectuel (pluridisciplinaire) et pratique s'impose en ce sens.

Ne devrait-on pas aller jusqu'à dire que *la libération est le nouveau nom du développement*? Telle est, pratiquement depuis leur début, la requête des théologies de la libération. Dans sa seconde Instruction, la Congrégation pour la Doctrine de la Foi présente la doctrine sociale de l'Église comme «praxis chrétienne de la libération», une position remarquablement stimulante.

Sans aucun doute la problématique de la libération se situe, mais sans s'y réduire, au cœur de la problématique du développement; celle-ci, telle que l'Encyclique l'expose (dans ses dimensions anthropologiques et dans ses conséquences pratiques) conserve toute sa valeur. Il ne faut pas opposer les deux problématiques, mais les intégrer. Ce n'est pas parce que l'une d'elles se révèle féconde qu'elle mérite de devenir exclusive. Même par rapport au tiers monde, le binôme développement/libération ne suffit pas. D'autres thèmes doivent aussi s'y intégrer, comme dans l'Encyclique d'ailleurs: ceux de la paix, de la solidarité, de la justice sociale et de la charité. Aussi le sujet du message papal pour la Journée mondiale de la Paix en 1987, «Développement et solidarité, clés de la paix», fut-il particulièrement heureux. Pourquoi ne pas penser aussi à la promotion de la «civilisation de l'amour», chère à Paul VI et à Jean-Paul II? Et de même à la question des droits de l'homme et des droits des peuples. Comme tous nos grands problèmes de société, celui du développement, répétons-le, est multidimensionnel; que l'on s'efforce donc de l'aborder sous tous les angles possibles! L'Encyclique en tient remarquablement compte; intégrons-y donc la problématique, spécifique, de la libération, qui, en rigueur de termes, est plus étroite, et non à l'inverse. Quant à la théologie de la libération, bien que, sérieusement pensée, elle soit féconde, évitons d'y voir la seule théologie de notre temps. C'est la pluralité des théologies qui fait la richesse de l'Église.

10. *Doc. Cath.* 65 (1968) 1356.

## III. - Directives pratiques

Dans les directives pratiques de *Populorum progressio* nous distinguerons celles qui concernent les pays économiquement sous-développés et celles qui se rapportent aux pays développés.

Toutes celles qui s'appliquent *aux pays sous-développés* méritent d'être retenues: nécessité d'une planification, sous l'autorité des pouvoirs publics, comportant des programmes précis, associant les initiatives privées et les corps intermédiaires, s'efforçant de rendre les hommes responsables et actifs et de les convaincre «d'opérer eux-mêmes leur propre développement et d'en acquérir progressivement les moyens» (33, 34, 35); nécessité de l'éducation de base, en tant que «premier objectif d'un plan de développement» et effort généralisé d'alphabétisation, car «un analphabète est un esprit sous-alimenté» et «savoir lire et écrire, acquérir une formation professionnelle, c'est reprendre confiance en soi et découvrir que l'on peut progresser avec les autres» (35); mise en valeur de «la famille naturelle, monogamique et stable, telle que le dessein divin l'a conçue et que le christianisme l'a sanctifiée» (36); un contrôle de l'accroissement démographique qui respecte les exigences de la morale et la juste liberté du couple (37); tâche éducative des organisations professionnelles (38); promotion des authentiques valeurs de chaque civilisation (40); établissement de zones de développement concerté (64; cf. 77).

A une époque comme la nôtre, où l'on ne cesse de vanter les vertus d'un libéralisme mythique, on soulignera tout particulièrement l'importance des directives sur la planification, d'autant plus qu'elles sont remarquablement équilibrées. S'ils ne les respectent pas, les pays sous-développés seront les victimes de l'anarchie et du capitalisme sauvage. On retiendra également l'importance de l'établissement de zones de développement concerté sur des aires territoriales élargies: ces *Grandes Communautés Économiques Régionales,* que de nombreux experts estiment à juste titre indispensables pour le développement, car la plupart des Etats du tiers monde sont de dimensions trop réduites pour assurer à eux seuls leur propre développement.

On ne saurait oublier que les directives de l'Église concernant la famille monogamique et stable, ainsi que les moyens légitimes de contrôle de l'accroissement démographique (l'humanité vient de dépasser le chiffre des cinq milliards), sont fortement contestées de divers côtés. Sur ces deux plans, un grand effort de réflexion et d'éducation

de la conscience humaine doit être poursuivi. Notamment en ce qui concerne le problème si grave de la forte croissance démographique des pays sous-développés, dont elle est parfaitement consciente, l'Église, en refusant les solutions de facilité à son sujet, joue pleinement son rôle prophétique qui l'engage à promouvoir, toujours et partout, la plus authentique dignité humaine. La solution passe par la responsabilité des époux, éduqués aux authentiques valeurs du mariage et de la procréation, et aidés par la société dans l'accomplissement de leurs tâches familiales.

Tout à fait dans la ligne de l'Encyclique, mais plus qu'elle, on insistera sur le rôle de premier plan des microréalisations et des communautés villageoises. Comme le remarque un récent rapport présenté au Club de Rome, les microréalisations fleurissent maintenant par dizaines de milliers, dans la plupart des pays d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie.

> Elles consistent à faire des puits, organiser l'irrigation, sélectionner les semences, planter des arbres, aménager des routes, créer des dispensaires, former du personnel de santé dans les villages, enseigner de petites technologies, apprendre l'épargne avec sa gestion et son investissement, mettre sur pied des coopératives, s'engager dans la pisciculture [11].

Dans tous les continents s'organisent des communautés villageoises, qui prennent en main leur développement. C'est, certes, encore un phénomène minoritaire au sein des deux milliards de paysans du tiers monde, mais il n'est pas marginal.

> C'est la révolution aux pieds nus. Le mouvement fait tache d'huile et se diffuse avec une rapidité déconcertante dans ce monde rural réputé lent et méfiant, mais qui vibre d'une espérance nouvelle. Cette force est irréversible et sa poussée peut être irrésistible [12].

Comment ne pas noter qu'une telle action doit énormément aux organisations non gouvernementales (O.N.G.) et que les Églises et les chrétiens y jouent souvent un rôle décisif?

---

**11. B. SCHNEIDER, *La révolution aux pieds nus* (Rapport au Club de Rome), Paris, Fayard, 1985, p. 26.**

12. *Op. cit.*, p. 13.

> Du Sud puis du Nord, les voix les plus autorisées convergent désormais pour dénoncer l'inefficacité de la politique pratiquée dans le passé récent et pour en analyser les causes: trop de grands projets industriels bâtis sur un modèle occidental et totalement inadaptés aux besoins des populations concernées; beaucoup d'argent investi, mais au profit d'une minorité; des politiques qui ont heurté de front les structures et les cultures locales et nationales et provoqué une réaction de rejet de la part des populations supposées en être les bénéficiaires[13].

Quel *confirmatur*, dans ce diagnostic, de la justesse des directives de *Populorum progressio*!

Dans la même perspective, la démarche d'A. Tévoédjré, notamment dans son grand livre, *La pauvreté richesse des peuples*[14], mérite de retenir l'attention: avec sa thèse il a choisi «délibérément de contribuer à réhabiliter la pauvreté, à la considérer non plus comme une tare, mais comme une valeur positive»[15]. Il la conçoit comme «opérationnelle, c'est-à-dire levier pour l'action de développement, planche de salut dans un monde où il est constamment question de réinventer son devenir». Sa démarche, précise-t-il, «consiste à rechercher pourquoi et comment la pauvreté redéfinie et réorientée constitue sans doute la seule voie de s'autodévelopper»[16]. Il la définit comme une véritable économie de services: «Une technologie simple... et peu coûteuse, un réseau de compétences souple et diversifié, une gestion et un financement assurés, au moins en partie, par les communautés elles-mêmes, bref une organisation décentralisée — le village en milieu rural, le quartier en zones urbaines — selon des échelles appropriées de proximité et d'appartenance des divers groupes sociaux[17].» Il préconise une technologie libératrice, c'est-à-dire «une technologie non imposée du dehors, mais souhaitée et acceptée par les populations et même créée par elle et ainsi intégrée dans la pratique d'un groupe ayant un objectif défini. Une telle technique, poursuit-il, est créatrice de richesse. Elle est, comme on dit désormais, conviviale, parce que 'radicale' — issue du terroir»[18]. Tout dans ces propositions

13. *Op. cit.*, p. 17.
14. Paris, Editions ouvrières, 1978. Cf. son autre livre *Mes certitudes d'espérance*, Paris, Editions ouvrières, 1984.
15. *Op. cit.*, p. 18.
16. *Op. cit.*, p. 26.
17. *Op. cit.*, p. 74.
18. *Op. cit.*, p. 89.

est inspiré par la dynamique de la pauvreté évangélique articulée sur les réalités concrètes des pays de la misère et de la faim. Elle interpelle autant la société industrielle que ces pays eux-mêmes.

Les directives de *Populorum progressio* concernant *les pays économiquement développés* méritent également d'être retenues: des programmes concertés (50), incorporés dans un programme de collaboration mondiale (52); suivant l'appel de Paul VI à Bombay, la «constitution d'un grand *Fonds mondial*, alimenté par une partie des dépenses militaires, pour venir en aide aux plus déshérités» (51); une réglementation équitable pour résoudre le si difficile problème des dettes qui accablent tant de pays du tiers monde (54); tout un ensemble de suggestions pour promouvoir l'équité dans les relations commerciales (56-61); l'accueil des jeunes venant des pays sous-développés, notamment des étudiants (67, 68); l'accueil des travailleurs émigrés (69); l'indispensable sens social des agents économiques étrangers à l'intérieur des pays sous-développés (70); l'activité des experts (71, 72); l'appel aux jeunes pour un service de coopération (74); l'amélioration des institutions mondiales concernant le développement (78).

Toutes ces directives sont à rappeler et à orchestrer, même si, dans l'état actuel des mentalités et de la pratique internationale, certaines peuvent paraître particulièrement utopiques. Nous voudrions y ajouter l'urgence d'une réforme du système monétaire international qui prenne en compte les besoins des pays sous-développés, et celle d'un contrôle international sérieux des multinationales. Et nous soulignerons l'importance de la suggestion formulée dans l'appel de Bombay. La meilleure solution du financement international d'un développement solidaire ne serait-elle pas celle d'un impôt planétaire assumé, comme on l'a proposé de divers côtés, par les pays dont le revenu par habitant se situerait au-dessus d'un certain taux et suivant sa proportion? Comme l'a remarqué Fr. Perroux,

> seules les dépenses d'armement sont à l'échelle des dépenses pour l'éradication de la pauvreté absolue, pour l'élimination de la misère d'un milliard et demi d'êtres humains. Le désarmement contrôlé et généralisé est l'objectif premier et ultime. Le choix est entre la préparation de la destruction de l'espèce et la préparation du sauvetage des hommes et de l'humanité[19].

19. *Le pain...* (cité n.1), p. 130.

Quelles que soient les réticences qu'on rencontrera, il est capital de persuader l'opinion publique (et par elle les gouvernements) que c'est, pour tous, la solution de l'avenir, car, comme le dit l'Encyclique,

> si le développement est le nouveau nom de la paix, qui ne voudrait y œuvrer de toutes ses forces? (87)

Certes ce ne sont pas là des perspectives faciles, car elles appellent des changements en profondeur. Mais le sens du réel ne demande-t-il pas de les envisager avec lucidité et courage?

> Les pays industriels devraient prendre conscience que leur avenir économique est de plus en plus lié à celui des pays sous-développés... Dès à présent, le tiers monde achète une part significative des exportations du Japon, de la C.E.E. ou des États-Unis. Il jouera de plus en plus un rôle moteur dans l'activité internationale. Les pays industriels doivent également comprendre qu'un Nouvel Ordre Économique International impliquera des changements importants dans leur type de croissance. La crise qui les frappe aujourd'hui est une crise d'adaptation à un monde entré dans une phase de mutation rapide. De leur côté, les négociateurs du tiers monde devraient revenir à un peu plus de réalisme: pour quelques-unes de leurs revendications, il paraît impossible de brûler certaines étapes[20].

Il incombe au discours social de l'Église d'être un appel à la lucidité et au courage.

## IV. - Et maintenant?

A l'occasion du dixième anniversaire de la publication de *Populorum progressio*, le Père Cosmao a proposé une évaluation de l'Encyclique qui servira de point de départ à la nôtre[21]. Il y voit «un discours novateur, mais limité: l'Encyclique sur le développement des peuples, affirme-t-il, a ouvert une piste que les chrétiens devront continuer à explorer». Il estime que la transformation de la problématique du développement intervenue depuis lors «fait de ce texte un texte situé et daté, ce qui, en délimitant sa pertinence, ne l'annule pas pour autant». A ses yeux,

> l'Encyclique se présente avant tout comme un appel solennel, sans doute optimiste et idéaliste, à la création collective d'un monde où règnent la justice, la solidarité, la fraternité... Dans cette optique,

20. G. CAZES, J. DOMINGO, *Critères du sous-développement*, Paris, Bréal, 1984, p. 240.

**21. «En relisant «Populorum progressio» dix ans après», dans *Dossier Nouvel Ordre Mondial*, Lyon, Chalet, 1978, p. 154-168.**

> c'est toute la vie humaine qui est mise en perspective dans une ligne de créativité, de création d'un monde habitable, ligne profondément teilhardienne, qu'on trouvait aussi chez Lebret, mais équilibrée par une conscience plus tragique de la pesanteur des structures et des mécanismes qui font système. Cette dynamique était de nature à donner du souffle à des chrétiens en train de redécouvrir que l'histoire en train de se faire est le lieu réel de la pratique de la foi.
>
> Le discours sur le développement n'était donc pas sans pertinence pour l'époque et il demeure pertinent, même si ses lignes de force sont souvent noyées dans le magma d'un discours plus moralisateur, voire piétiste. Mais c'est peut-être comme document ecclésiologique et théologique que l'Encyclique était la plus novatrice. C'est peut-être aussi celle de ses dimensions qui a été le moins prise en compte, si on en juge par le peu d'effet qu'elle a entraîné dans l'Église.

Le principal reproche qu'il lui adresse est de se maintenir au niveau éthique:

> *Populorum progressio* en restait encore à l'énoncé de ce qu'il faudrait faire et à l'appel à le faire sans s'engager dans la logique du faire, laissant ce soin aux laïcs et surtout aux hommes politiques... De ce fait, le discours éthique, s'adressant aux consciences personnelles pour les sensibiliser aux valeurs en cause dans la transformation du monde, reste sans prise sur les structures et les mécanismes par la transformation desquels passe nécessairement la transformation du monde... L'importance de l'éthique est incontestable, en politique comme ailleurs. Mais l'action politique ne peut se réduire à la moralisation des conduites collectives; ce sont les structures elles-mêmes et les mécanismes qui engendrent le sous-développement et qui, donc, doivent être transformées.

Il lui reproche notamment de ne pas avoir mis en évidence la logique écrasante de la dépendance «comme la racine par laquelle il faut attaquer le mal». Toutefois, estime-t-il,

> évoquer ces angles morts, qui font que la réalité n'est que partiellement dévoilée, ne conduit pas à minimiser les lignes de force de l'Encyclique. Cela fait au contraire apparaître que, dans sa logique même, ce discours constituait un tremplin pour une appréhension plus globale de la réalité en vue de la transformer.

Bien que critique pour une part, cette appréciation est dans l'ensemble nettement positive. Pour notre part nous n'hésitons pas à affirmer que *Populorum progressio* contient un discours novateur; elle a ouvert une piste que, même vingt ans après et longtemps encore, les chrétiens et tous ceux qui veulent assumer les grands problèmes de société de l'humanité contemporaine devront continuer à explo-

rer. Les éloges du P. Cosmao sont aussi les nôtres, et avec plus d'ampleur encore.

Ne faut-il pas du moins reconnaître que le discours de l'Encyclique est «limité» et qu'elle est «un texte situé et daté»? Oui, sans doute. Mais pouvait-il en être autrement? Une encyclique n'est pas un traité. Et quel texte n'est pas situé et daté? Nous l'avons constaté: bien que *Populorum progressio* remonte à vingt ans et reste (inévitablement) marquée par une époque précise, elle demeure remarquablement pertinente aujourd'hui, encore que nous ayons à lui apporter des compléments, des approfondissements et des accents nouveaux. Mais cela ne prouve-t-il pas précisément sa fécondité?

Quant au reproche qu'on lui adresse d'être un *discours éthique,* il faudrait au préalable s'entendre sur la mission spécifique de l'Église (mission de salut et non mission politique et économique) et bien comprendre que le discours éthique est absolument indispensable. A quoi servirait la compétence scientifique de qui élabore analyses et propositions, si les acteurs du développement ne le conçoivent pas intégral et solidaire, destiné à promouvoir tout homme? L'Encyclique se proposait précisément de l'inculquer en termes percutants. Par là elle rendait un service éminent à l'humanité entière. Comment demander plus? Selon les termes de Mgr Poupard, qui présentait officiellement l'Encyclique lors de sa parution: «C'est un cri d'angoisse et d'espérance qu'au nom du Seigneur Paul VI adresse à la conscience de l'humanité[22].» Ce point de vue permet d'apprécier correctement le document comme *un Manifeste, un Appel mobilisateur.*

Une remarque importante encore à propos des mécanismes du sous-développement. La dynamique destructrice de la *dépendance* a joué — et joue — un rôle considérable. Mais, au moins pour certains pays, il faut mettre en cause ce qu'en 1964 nous appelions l'*ankylose sociale.* Nous écrivions alors:

> A partir du moment où les élites d'un pays... perdent l'esprit d'entreprise, cessent de rechercher du nouveau, se contentant du niveau atteint, s'enferment orgueilleusement sur elles-mêmes, s'abandonnent à l'oisiveté et à la débauche, elles condamment leur peuple à la stagnation et au recul par rapport à l'avancée de la civilisation.

22. *Doc. Cath.* 64 (1967) 1019.

> Devenues incapables de s'adapter à des besoins nouveaux, elles le laissent se désagréger ou vivre au ralenti, ou bien devenir la proie facile d'un autre peuple plus dynamique. L'exemple classique en est celui de la Chine, qui stagnait depuis des siècles sur l'une des plus brillantes civilisations de l'histoire et à laquelle il a fallu une révolution de type communiste pour la faire sortir de sa torpeur. Pour les peuples comme pour les individus, la vie est mouvement perpétuel. Qui n'avance pas, recule. Les plus graves défaites d'un peuple sont celles qu'il s'inflige à lui-même[23].

Ajoutons cette remarque de la Commission française «Justice et Paix»:

> C'est rendre un mauvais service à la cause du tiers monde que de persuader ses habitants que tous leurs maux viennent de la colonisation et du capitalisme. Au contraire, il importe qu'ils aient conscience que les efforts des pays développés pour modifier en profondeur leurs propres comportements dans les relations internationales ne sont pas une condition préalable et suffisante pour une évolution dans les pays en voie de développement[24].

Dans la dynamique du discours social contemporain de l'Église, qui est celle de Vatican II, *Populorum progressio* est l'un des textes majeurs. Sur le thème du développement, elle reste un texte de base: critique, prospectif, prophétique. Difficile, certes, à concrétiser, car il faut vaincre tant d'égoïsmes et de pesanteurs! Il relève de ce que Paul VI lui-même appelait avec bonheur l'*imagination prospective:*

> Cette forme de critique de la société existante provoque souvent l'imagination prospective, à la fois pour percevoir dans le présent le possible ignoré qui s'y trouve inscrit et pour orienter vers un avenir neuf; elle soutient ainsi la dynamique sociale par la confiance qu'elle donne aux forces inventives de l'esprit et du cœur humains; et si elle ne refuse aucune ouverture, elle peut aussi rencontrer l'appel chrétien. L'Esprit du Seigneur, qui anime l'homme rénové

23. Notre *Morale internationale,* Paris, Desclée, 1964. Si on lit, dans ce livre rédigé trois ans avant *Populorum progressio* (et un an avant *Gaudium et spes*), le chapitre intitulé *Coopération mondiale au développement,* p. 525-554, on constatera qu'il est tout à fait dans l'esprit de l'Encyclique. Nous avons abordé les problèmes du développement dans plusieurs autres ouvrages: *Les communautés politiques,* Paris, Desclée, 1967; *Église et vie économique,* Paris, Éditions ouvrières, 1971; *Quel système économique?,* Gembloux, Duculot, 1971; *L'amour qui change le monde.* Théologie de la charité, Paris, S.O.S., 1981; *Pas de pauvre chez toi.* La pensée sociale de l'Église, Paris, Nouvelle Cité, 1984; *L'Église et les défis du monde.* La dynamique de Vatican II, Paris, Nouvelle Cité, 1986.

24. *Coopérer au développement aujourd'hui,* p. 24.

> dans le Christ, bouscule sans cesse les horizons où son intelligence aime trouver sa sécurité et les limites où volontiers son action s'enfermerait; une force l'habite qui l'appelle à dépasser tout système et toute idéologie. Au cœur du monde demeure le mystère de l'homme qui se découvre fils de Dieu, au cours d'un processus historique et psychologique, où luttent et alternent contraintes et liberté, pesanteur du péché et souffle de l'Esprit[25].

Voilà bien la perspective du discours social de l'Église. Ce sont des convictions profondes de raison et de foi qui l'animent. Il est appel à la marche en avant de l'humanité; il lui ouvre des chemins nouveaux.

Le développement, tel que le conçoit l'Encyclique, est-il vraiment, comme elle l'affirme, «le nouveau nom de la paix»? Voyons-y avant tout une formule percutante et mobilisatrice. Paul VI savait bien que le problème de la paix est complexe et marqué notamment, à notre époque, par une redoutable confrontation entre le monde de type soviétique et le monde occidental. Mais, d'un côté, il exprimait de façon saisissante l'importance capitale d'un authentique développement pour la promotion de la paix mondiale et, de l'autre, il incitait les grands rivaux de la société industrielle à changer leur confrontation périlleuse en coopération solidaire pour la construction d'un monde où tout homme jouisse d'une vie pleinement humaine. Pour reprendre encore les termes de Fr. Perroux,

> la mise en œuvre de la planète et la mise en valeur des hommes qui la peuplent sont les seules solutions alternatives à la destruction violente ou à la lente décomposition des sociétés qui — en pur fait — acceptent encore de tuer ou de laisser mourir pour gagner de l'argent et du pouvoir[26].

*F-31068 Toulouse*
31, rue de la Fonderie

R. COSTE
Professeur
Institut Catholique de Toulouse

**Sommaire.** — L'article souligne que le développement intégral prôné par l'Encyclique s'inscrit dans la recherche d'un humanisme nouveau. Il confronte les deux problématiques — développement et libération — qui doivent être complémentaires. Il montre la validité actuelle des directives pratiques de *P.p.*, son caractère novateur, la nécessité, pour éclairer les grands problèmes contemporains de société, de poursuivre l'exploration des pistes qu'elle a ouvertes.

---

**25. Lettre apostolique *Octogesima adveniens*, 37**
**26. *Le pain...* (cité n.1), p. 298.**